

DREAL-UD69-AC  
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° : DDPP-DREAL 2026-11**  
**actualisant les prescriptions applicables à l'installation exploitée par la société ESSEX**  
**145 avenue de la République à Meyzieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment son article 2 modifié par arrêté du 28 février 2022 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2018 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société ESSEX dans son établissement situé 145 rue de la République à Meyzieu ;

VU le porter à connaissance du 14 août 2025, complété le 24 décembre 2025, transmis par la société ESSEX concernant la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées applicables au site situé à Meyzieu ;

VU le rapport du 7 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 16 janvier 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 22 janvier 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la déclaration susvisée effectuée par la société ESSEX est conforme aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT d'une part, que ces modifications ne sont pas substantielles, d'autre part, qu'elles ne créent pas de nuisance ou de risque supplémentaire pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, en outre, que les dispositions prévues par l'exploitant et les prescriptions techniques déjà imposées à l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 modifié susvisé suffisent à garantir les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le tableau présentant les activités et les substances autorisées au sein de l'installation contient des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable au public mais consultable sous condition ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de prendre acte du porter à connaissance du 14 août 2025, complété le 24 décembre 2025 précité, et d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : Bénéficiaire

La société ESSEX, dont le siège social est situé 145 rue de la République à Meyzieu (69 330), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants dans l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Meyzieu, 145 rue de la République.

Ces dispositions complètent ou remplacent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

### ARTICLE 2 : Autorisation d'exploiter – Tableau de classement – Installations autorisées

Les dispositions du point 1.2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2018 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« La société ESSEX est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de MEYZIEU, dans l'enceinte de son établissement située au 145, rue de la république, les installations répertoriées dans le tableau ci-après et complété à l'annexe 1 du présent arrêté.*

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1434	1.b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles. Débit maximum de l'installation supérieur ou égal à 5 m³/h et inférieur à 100 m³/h.	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : 5 installations de remplissage	18 m³/h (débit équivalent )	DC

2660	a	Fabrication ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Capacité de production supérieure à 10 t/j.	Fabrication industrielle de polymères Capacité : 35 t/j (35t/j de polymère sec)	35 t/j (en moyenne sur 30 jours consécutifs)	A
2910	A.2	Installation de combustion. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel... Puissance thermique nominale totale de l'installation supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW.	Installations de combustion constituée de 4 chaudières fonctionnant au gaz naturel	5,49 MW	DC
2915	1.a	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 l.	Système de chauffage pour les réacteurs.	14 500 litres	E
2921	1.b	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. Puissance thermique évacuée maximale inférieure à 3 000 kW.	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, 4 tours aéroréfrigérantes.	2 100 kW	DC
4130	1.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges solides. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 5 t, et inférieure à 50 t.	-	8 tonnes	D
4130	2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 10 t. Quantité supérieure au seuil haut au sens de l'article R.511-10 (200 t).	-	282 tonnes	A Seveso seuil haut
4331	2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines supérieure ou égale à 100 t et inférieure à 1 000 t.	-	582 tonnes	E
4511	1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 200 t. Quantité supérieure au seuil haut au sens de l'article R.511-10 (500 t).	-	979 tonnes	A Seveso seuil haut
4726	2	2,4-diisocyanate de toluène (numéro CAS 584-84-9) ou 2,6-diisocyanate de toluène (numéro CAS 91-08-7). Quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 500 kg et inférieure à 10 tonnes	-	Voir annexe I communicable uniquement sur demande écrite au préfet	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique) »

L'annexe I de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 modifié est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté, communicable uniquement sur demande écrite au préfet.

### **ARTICLE 3 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Meyzieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Meyzieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Meyzieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## **ARTICLE 5 : EXÉCUTION**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Meyzieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ESSEX.